Monsieur le commissaire enquêteur,

Par la présente, nous venons vous faire part de notre contribution à l'enquête publique.

1- Le choix du site n'est pas suffisamment démontré

A la p.111 de la pièce E, il est dit que d'autres sites ont été présentés par les communes de la C2A pour implanter ce nouveau CESC. Sont cités : le terrain Balleydier (Annecy), un site aux Glaisins (Annecy-le-Vieux) et un autre à Seynod. Deux autres sites ont disparus des études sans explications. Or, pour justifier d'expropriations, il nous semble que toutes les alternatives auraient dû être étudiées et rejetées méticuleusement. Ce n'est pas le cas ici.

Nous signalons que lorsque l'un de nous eux fut conseiller municipal sous le mandat de Monsieur Bernard Bosson, la collectivité a acquis terrain Balleydier pour servir d'assiette à un éventuel centre de congrès.

Quant au risque d'inondation, il nous semble largement sous-estimé et minoré. En effet, l'histoire récente montre que la presqu'île peut être sujette à une montée des eaux de la nappe (située à moins de 2 mètres sous le niveau du sol naturel comme il est rappelé p. 39 de la pièce E). On peut légitimement s'interroger sur le classement du PPRNP qui considère la presqu'île comme non inondable (p. 158 pièce E) alors que le Pâquier est classé comme inondable... Le mode de construction des fondations (sur radier, p.99 pièce F) laisse à penser que la présence d'eau tout autour des parties enterrées vont à la fois engendrer des couts de construction bien plus élevés et des frais de maintenance importants.

Une structure telle que celle qui est envisagée induit obligatoirement une certaine animation environnante. Sponsors, publicité sur place, parking. Aucun espace n'est réservé à tout cela. Le peu de place qu'il reste sur la presqu'île sera privatisé à chaque évènement.

Là encore la déclaration d'utilité publique de ce projet sur ce lieu est insuffisamment fondée.

2- La loi littoral n'est pas respectée

Le projet qui est présenté fera "*9860 m² de surface de plancher au 2/3 enterré*" (p.3 pièce E) et pourra accueillir 2695 personnes.

Dans la pièce F p. 57 à 72, les promoteurs du projet cherchent à justifier la compatibilité de ce projet avec la loi littoral en ce qu'elle impose, pour les espaces proches du rivage, de respecter une augmentation limitée de la constructibilité existante. Ils tiennent pour acquis que le lieu d'implantation est une zone déjà urbanisée, ce qui n'est pas contestable. Mais la lecture de la loi qui est faite par eux me semble fallacieuse au regard de la jurisprudence. Car si l'arrêt du CE sur l'affaire Soleil d'or introduit bien une exception à la loi, en ce qui concerne des continuités d'urbanisation, cet arrêt ne saurait justifier la construction de 9860 m² en lieu et place de quelques habitations disséminées, sur une presqu'île, à proximité directe d'un lac (et non derrière une route comme dans le cas de Menton). La surface de plancher avant et après la réalisation du projet est multipliée par plus de 7, ce qui constitue bien une extension non limitée d'urbanisation et une irrégularité face à la loi littoral.

Nous contestons donc l'affirmation selon laquelle "*la réalisation du CESC ne constitue pas une extension de l'urbanisation*" (p. 367 pièce E) et la suivante "*Le projet de CESC est compatible avec la loi littoral*" (p.368, pièce E). Or la loi fixe, dans notre droit, l'intérêt général et tout projet non conforme à la loi ne peut être déclaré d'utilité publique.

3- Un coût de fonctionnement qui va incomber à la collectivité.

Dans la pièce F, p.82 il est affirmé que l'exploitation du nouveau CESC sera confié à une SPL (Société Publique Locale) en complémentarité avec le centre des congrès de l'Impérial (p.20, pièce F) :

"L'association de ces deux équipements permettra de proposer une offre globale et diversifiée, cohérente avec les ambitions de rayonnement international de l'agglomération".

Or, nulle part n'est abordée de façon concrète cette complémentarité. Comment vont se répartir les congrès? Combien d'événements pour chaque équipement ? Y aura-t-il concurrence ?

S'il apparaît bien dans ce dossier une étude économique et un compte de résultat prévisionnel à partir de la page 116 de la pièce F, cette étude porte sur un autre projet, celui initialement prévu sur le terrain Balleydier. Vous noterez aussi que cette étude n'a pas été réactualisée depuis 2007 et contient un certain nombre d'éléments qui, depuis, ont beaucoup changé. Sur la base de cette étude (qui ne concerne pas le projet de CESC aujourd'hui mis à l'enquête publique) le dossier écrit "*Le secteur du tourisme d'affaire représente une très forte demande en pleine expansion*" (p.25 pièce E ou bien encore p. 18 pièce F). Si cette assertion pouvait être vraie au moment de l'étude (en 2007), ce n'est plus le cas aujourd'hui car les études récentes portant sur le marché du tourisme d'affaire montrent au contraire un fort ralentissement.

Il n'est donc pas admissible qu'aucun compte d'exploitation prévisionnel ni organigramme (pour évaluer les charges de personnel) du futur CESC ne soit annexé au dossier, surtout si l'exploitant de cet équipement est la collectivité via une SPL et donc, in fine, fait porter un risque sur les finances publiques et les impôts des citoyens.

Ce risque est d'autant plus important que le mode de gestion en complémentarité entre le centre des congrès de l'Impérial et le futur CESC n'est pas du tout abordé et laisse penser qu'une concurrence néfaste aux deux équipements peut se mettre en place. A la page 112 de la pièce E on note "*+50 chambres éventuellement envisagées*" dans l'Impérial palace ce qui interroge sur la réelle volonté de maintenir un centre des congrès à l'Impérial ou bien de transformer ce centre des congrès en 50 chambres supplémentaires.

De la même façon, les chiffres avancés en terme de création d'emplois (p. 19 pièce F) ne sont pas explicités et on peut légitimement les contester.

En conséquence, la viabilité économique de ce futur équipement repose sur des études dépassées et avancent des chiffres non détaillés sur l'emploi. La maîtrise de cet équipement par la collectivité fait peser un risque de dérive budgétaire qui risque de peser lourd sur les finances publiques locales.

Sur ce point également, nous contestons l'utilité publique du coût d'un tel équipement alors qu'aucune étude sérieuse de viabilité n'a été menée.

4- Un coût d'investissement démesuré et insoutenable

Dans la pièce E p. 25 les promoteurs du projet citent le coût de l'investissement. Il est estimé à 49 millions d'euros HT (valeur 2012). Ce chiffre est repris p. 103 de la même pièce sans davantage de précision sur les différents postes concernés.

Or ce chiffre ne correspond pas à l'enveloppe confiée aux concurrents au moment du concours d'architecte (par délibération du 12 juillet 2013, le bureau de l'agglomération a attribué le marché de maîtrise d'oeuvre au groupement Snohetta/Wolff/Quadriplus pour un coût de 32 millions d'euros HT (valeur 2012) + 5 484 800 € HT de forfait de rémunération, soit un total de 37.5 M€ HT en juillet 2013). On note déjà l'inflation des coûts entre juillet 2013 et la présente enquête publique puisque les coûts de construction (rémunération comprise) passent ainsi de 37.5 M€ à 44 M€ soit une hausse de près de 20% entre APS (Avant Projet Sommaire) et l'APD (Avant Projet Définitif). Cette hausse du coût d'investissement augure mal de la maîtrise financière de ce projet. Elle est également de nature à frapper d'irrégularité le concours d'architectes puisque les critères imposés aux concurrents n'ont pas été respectés par le cabinet retenu.

L'agglomération d'Annecy dégage péniblement une capacité d'investissement annuelle comprise entre 10 et 12 M€ par an depuis plusieurs années avec une capacité d'autofinancement qui s'établit à 2.4 M€ pour 2014 (source : comptes administratifs de l'agglomération) en baisse. L'exercice 2014 étant le premier d'une série de plusieurs années de cure d'amaigrissement pour les collectivités locales voulue par l'Etat via la baisse de ses dotations et la montée en puissance du Fonds de Péréquation Intercommunale et Communale. D'après les simulations commandées par l'agglomération celle-ci va être fortement impactée par ces baisses (autour de 6M€ de pertes de recettes/an à échéance 2018).

En supposant que l'agglomération engage l'intégralité de sa capacité annuelle d'investissement (disons 12 M€/an) dans ce seul projet, celui-ci représente au total pas loin de 5 années. Bien entendu ce cas reste théorique car l'agglomération doit aussi investir dans d'autres secteurs comme l'accueil des personnes âgées, les transports publics, les équipements culturels et sportifs, etc...

Engager l'avenir de l'agglomération sur ce seul secteur fait courir un risque financier trop important pour la C2A déjà largement endettée (encours de dette au 31/12/2013, plus de 112 M€). Face à cette réalité d'un investissement dont la rentabilité n'est pas étudiée sérieusement alors qu'il repose entièrement sur fonds publics, le risque de fortes difficultés financières pour l'agglomération est élevé, tout comme le risque de sacrifice d'autres politiques publiques bien plus utiles à l'ensemble de la population et aux retombées locales (économiques et sociales) sont extrêmes.

Face à ce coût d'investissement déraisonnable (et déjà en augmentation) au regard des capacités d'investissement de la collectivité, nous considérons que ce projet, pour ce prix, ne peut être supporté par l'agglomération et qu'il doit être abandonné, au risque de porter un

coup très dur aux finances locales et aux impôts locaux, mettant ainsi largement à mal l'utilité publique de ce projet.

5- Une supposée approbation du public qui n'est pas détaillée

Aux pages 27 puis 120 de la pièce E ainsi qu'en page 34 de la pièce F il est dit qu'une enquête d'opinion a été réalisée auprès de la population en avril 2012. Or, ni la taille de l'échantillon, ni la méthode de consultation ne sont détaillées sur ces documents. Seuls apparaissent des pourcentages, plutôt flatteurs pour le projet sans que l'on puisse savoir combien de personnes cela représente.

Pour ma part, la seule chose que nous savons avérée, ce sont les milliers de pétitions signées et déposées à l'agglomération par des habitants de l'agglomération contre ce projet. Le processus de concertation a lui aussi été bâclé, verrouillé et ne peut constituer une onction à ce projet.

En effet, les réunions publiques qui ont été tenues l'ont été sous pression et demande expresse des opposants au projet. Ces réunions étaient totalement formelles et n'ont pas permis une réelle écoute des inquiétudes. De la même façon, les élus ont été systématiquement mis devant le fait accompli puisque le sujet n'a été abordé formellement que deux fois (avec vote) : la première en 2010 pour lancer l'avant-projet simplifié et la seconde en 2014 pour valider l'avant-projet définitif.

Entre temps, ce dossier est resté totalement opaque et concentré dans les mains du président et du premier vice-président de l'agglomération sans transparence, ni écoute de la population et des élus.

Nous regrettons la manière très hautaine avec laquelle ce sujet a été traité. En effet, il aurait semblé plus légitime (pour un dossier qui n'avait pas été prévu sur la presque île dans les documents de campagne de 2008 du maire d'Annecy notamment) d'associer plus étroitement la population qui n'avait pas pu se prononcer sur ce choix au moment des élections. Cette vision de la démocratie ne peut être sous-estimée afin de comprendre l'état d'esprit de la population.

Nous ne nous souvenons pas avoir vu dans la dernière campagne électorale municipale ce dossier dans les projets présentés. Il semble un peu péremptoire de déduire d'une enquête aussi peu fiable que la population est favorable au centre des congrès et que l'utilité publique de ce nouvel équipement soit avérée.

6- L'absence d'étude de besoins et de stratégie globale pour le tourisme d'affaire

Ce dossier de DUP ne fait apparaître aucune étude préalable de besoins. Si la pièce F fait bien ressortir les objectifs et l'historique du projet, nulle part n'est abordée la question du besoin. Pourquoi a-t-on besoin d'un nouveau centre des congrès ? Que manquait-il à l'actuel centre des congrès de l'Impérial ? Quel est l'impact principal attendu notamment sur les commerces locaux et l'hôtellerie ? Comment cet équipement s'insère-t-il dans une stratégie plus globale concernant le "*tourisme d'affaire*" ? Quel est l'intérêt pour les commerces du centre-ville d'Annecy d'avoir un complexe de tourisme d'affaires situé à plusieurs centaines de mètres de leurs activités ? Comment, dès lors, créer un véritable "*effet d'entraînement*" sur

l'économie locale, sans tomber dans le piège d'un complexe sur la presqu'île renfermé sur lui-même autour de l'Impérial Palace et des centres des congrès ? Pourquoi un changement de cap par rapport au terrain Balleydier, choix ancien de la collectivité ?

Toutes ces questions restent sans réponses alors que ce nouvel équipement est supposé être une *locomotive économique, porteuse d'emplois indirects et induits*.

P. 109 de la pièce E, il est simplement dit que *l'offre actuelle d'espaces de congrès n'est pas suffisante et adaptée pour répondre à la demande*. Mais cette affirmation n'est pas étayée (contrairement à la liste visible dans le diaporama du cabinet Kanopée pièce F qui référence des congrès refusés de 2003 à 2006 soit un relevé datant de plus de 10 ans...) et laisse penser qu'elle ne repose pas sur une étude détaillée du besoin.

Sans cette étude de besoins, le projet de centre des congrès ne repose sur rien d'autre que sur une volonté politique de laisser une trace en réalisant un équipement dont l'utilité n'est pas démontrée.

Aucune stratégie globale n'est développée par les promoteurs qui se contentent de penser qu'un nouvel équipement sera suffisant pour redynamiser un secteur, celui du tourisme d'affaires, tout entier. Aucune étude sur l'évolution de ce secteur, et notamment l'impact des nouvelles technologies sur la "virtualisation" des congrès n'est menée. Nous contestons que le choix de construire un nouveau centre des congrès soit le choix le plus pertinent pour dynamiser le tourisme d'affaire localement, que la construction d'un simple équipement sans réflexion globale sur toute une filière soit le meilleur moyen de créer des emplois, et donc l'utilité pour le public de ce projet.

Tels sont les éléments, M. le Commissaire-enquêteur, qui nous semblent démontrer que ce projet n'est pas d'utilité publique .

Il ne repose sur aucune analyse des besoins sérieuse.

Il est attentatoire à la loi littoral.

Il fait peser de lourdes craintes sur sa viabilité financière et le coût pour les contribuables.

Le choix de ce site n'est pas suffisamment étayé.

Et enfin il est largement rejeté par la population locale qui ne manque pas une occasion de redire son refus de ce projet à cet endroit.

C'est pourquoi nous vous demandons d'émettre un avis défavorable à ce projet soumis à l'enquête.

Claude et Rosie Lansard